

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-170

Déposée par M. Hubert HAENEL, membre titulaire, et M. Robert BADINTER, membre suppléant.

Article III-170 : [Parquet européen]

~~1) Pour combattre la criminalité grave ayant une incidence transfrontalière, ainsi que les activités illégales portant atteinte aux intérêts de l'Union, une loi européenne du Conseil peut instituer un Parquet européen à partir d'Eurojust. Il statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen~~

Un Parquet européen est institué pour les États membres qui ont déclaré accepter sa création.

~~2) Le Parquet européen est compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement les auteurs et complices des crimes graves affectant plusieurs États membres, ainsi que des infractions aux intérêts financiers de l'Union, tels que déterminées par la loi prévue au paragraphe 1. Il exerce devant les juridictions compétentes des États membres l'action publique relative à ces infractions.~~

Le Parquet européen est compétent pour lutter contre la criminalité grave affectant deux ou plusieurs États membres concernés.

Il est doté de la compétence de déclenchement des poursuites, de direction de celles-ci et d'évocation d'affaires. Il supervise les activités d'enquête d'Europol et de l'Olaf, lorsqu'elles concernent les États membres ayant accepté sa création.

Il met en œuvre les priorités de l'action publique fixées par le Conseil.

~~3) La loi européenne visée au paragraphe 1~~ *Le Conseil* fixe le statut du Parquet européen, les conditions d'exercice de ses fonctions, les règles de procédure applicables à ses activités ainsi que celles gouvernant l'admissibilité des preuves et les règles applicables au contrôle juridictionnel des actes de procédure pris par le Parquet européen dans l'exercice de ses fonctions. *Il détermine également les relations entre le Parquet européen et Eurojust ainsi que les modalités de l'information conjointe du Parlement européen et des Parlements nationaux des États concernés sur les activités du Parquet européen.*

4) Pour l'adoption des mesures visées au présent article, le Conseil statue à l'unanimité des États membres ayant déclaré accepter la création du Parquet européen, après consultation du Parlement européen et des Parlements nationaux de ces États.

Explication éventuelle : Il sera difficile d'obtenir l'unanimité pour créer un Parquet européen dans une Union de vingt-cinq États membres. Cette proposition d'amendement vise donc à instituer le Parquet européen sous la forme d'une « coopération renforcée », c'est-à-dire pour les seuls États qui accepteraient sa création. Cette « coopération renforcée » serait ouverte sans aucune restriction à la participation de tous les États membres.

Ce Parquet européen serait compétent pour lutter contre la criminalité grave affectant deux ou plusieurs États membres concernés. Il serait doté de la compétence de déclenchement des poursuites, de direction de celles-ci et d'évocation d'affaires. Il superviserait les activités d'enquête d'Europol et de l'Olaf, lorsqu'elles concernent les États membres ayant accepté sa création. Il mettrait en œuvre les priorités de l'action publique fixées par le Conseil. Le Parlement européen et les parlements nationaux des États concernés seraient tenus informés de ses activités.